

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
VILLE DE RIS-ORANGIS

ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2025/072
du lundi 24 mars 2025

Portant modification temporaire de la réglementation en matière de circulation et de stationnement pour des travaux de VRD, d'assainissement, de renouvellement de canalisation et de branchements au niveau du réseau d'eau potable, Rue du Bel Air à Ris-Orangis, par la Société TPS Soisy, pour le compte de la Régie de l'Eau de Grand Paris Sud Seine-Essonnes-Sénart

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

VU le Code de la Route notamment les articles L 325-1 à L 325-13 ; R 411-1 à R 411-33 ; R 412-1 à R 412-43 ; R 417-1 à R 417-13,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code Pénal, notamment son article R.610.5,

VU le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

VU le Décret n° 86-476 du 14 mars 1986 portant modification de l'article R26 du Code Pénal,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

VU l'arrêté n° 2017/432 du mercredi 20 septembre 2017, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la commune de Ris-Orangis,

VU l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

VU le règlement communal de voirie,

Hôtel de ville

Place du Général-de-Gaulle
91130 Ris-Orangis
T. 01 69 02 52 52
F. 01 69 02 52 53
Contact@ville-ris-orangis.fr

CONSIDÉRANT la demande présentée par la Société Travaux Publics de Soisy, domiciliée au 6 Rue de la Montagne de Maisse – ZA du Chenêt – 91490 MILLY-LA-FORET, pour le compte de la Régie de l'Eau de Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart, domiciliée au 500 Place des Champs Elysées - 91080 COURCOURONNES, relative à des travaux de VRD, d'assainissement, de renouvellement de canalisation et de branchements au niveau du réseau d'eau potable, Rue du Bel Air à Ris-Orangis,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions pour assurer la pérennité du domaine public, la sécurité des piétons et des automobilistes pendant toute la durée des travaux,

CONSIDÉRANT qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

SUR proposition des Services Techniques Municipaux,

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Autorisation.

La Société Travaux Publics de Soisy, domiciliée au 6 Rue de la Montagne de Maisse – ZA du Chenêt – 91490 MILLY-LA-FORET, est autorisée à réaliser des travaux de VRD, d'assainissement, de renouvellement de canalisation et de branchements au niveau du réseau d'eau potable, Rue du Bel Air à Ris-Orangis, pour le compte de la Régie de l'Eau de Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart, domiciliée au 500 Place des Champs Elysées - 91080 COURCOURONNES.

Les travaux entraîneront :

- Une fermeture à la circulation sauf aux véhicules d'urgence,
- Une interdiction de circuler et de stationner pour les véhicules légers et les poids lourds,
- Une fermeture de la rue par tronçons (de 8h00 à 17h00), selon le planning de travaux suivant :
 - Tronçon 1 : du 14 avril 2025 au 28 mai 2025
Rue du Clos, intersection Avenue de Bellevue et intersection Rue de la Marquise
 - Tronçon 2 : du 2 juin 2025 au 25 juillet 2025
Rue de la Marquise, intersection Rue Jean Jaurès
 - Tronçon 3 : du 28 juillet 2025 au 12 septembre 2025
Rue Jean Jaurès, intersection Rue de la Fontaine
 - Tronçon 4 : du 15 septembre 2025 au 21 novembre 2025
Rue de la Fontaine, intersection Rue Brossolette
 - Enrobés et finitions : du 24 novembre 2025 au 5 Décembre 2025

ARTICLE 2 : Stationnement.

Au niveau des travaux, le stationnement des véhicules légers et des poids lourds sera interdit et considéré comme gênant devant la zone de travaux la veille au soir et durant l'ensemble de la durée des travaux. Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route.

ARTICLE 3 : Signalisation et sécurisation du chantier.

L'entreprise chargée des travaux devra mettre en place de part et d'autre du chantier une signalisation règlementaire annonçant les travaux en cours.

ARTICLE 4 : Propreté des abords du chantier.

Les abords du chantier devront être nettoyés aussi souvent que nécessaire par l'entreprise chargée des travaux en fin d'intervention, ainsi que sur simple demande des services techniques municipaux.

ARTICLE 5 : Remise en état du chantier.

A l'achèvement des travaux, l'entreprise est tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés sur le Domaine Public ou ses dépendances, de rétablir dans leur premier état initial les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation du chantier.

En cas de fouille, l'entreprise devra procéder aux reprises d'enrobés sur la largeur de la fouille et sur la largeur totale sur trottoir ou de la chaussée avec un épaulement de 20 cm.

ARTICLE 6 : Affichage.

Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début de chaque intervention.

ARTICLE 7 : Durée.

Le présent arrêté est applicable du lundi 7 avril 2025 au vendredi 2 janvier 2026.

ARTICLE 8 : Ampliation.

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commissaire de la Police d'Evry-Courcouronnes.
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale.
- Madame la Directrice des Services Techniques et de l'Urbanisme.

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture le :

Publié le : **04 AVR. 2025**

Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 24 mars 2025.

Stéphane Raffalli
Maire de Ris-Orangis
Conseiller départemental de l'Essonne



2025/

